

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT

Bureau de l'Environnement et de l'Urbanisme

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

du **15 MARS 2000**

**prescrivant des dispositions complémentaires (étude de sols)
au GROUPEMENT PÉTROLIER DE STRASBOURG (G.P.S.)
à STRASBOURG**

**Le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin**

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée et notamment son article 18 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 21 septembre 1992 réglementant les activités exercées par le Groupement Pétrolier de Strasbourg (G.P.S.) à STRASBOURG,
- VU les circulaires des 3 et 18 avril 1996 relatives à la réalisation de diagnostics initiaux et de l'évaluation simplifiée des risques sur les sites industriels en activité,
- VU le rapport du 25 novembre 1999 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU l'avis du Conseil départemental d'hygiène du **11 JAN. 2000**

CONSIDÉRANT que l'activité historique du site du Groupement Pétrolier de Strasbourg sur le territoire de la commune de STRASBOURG entre dans les catégories fixées par les circulaires susvisées ;

CONSIDÉRANT la nécessité de garantir la préservation de la qualité des eaux souterraines de la nappe phréatique d'Alsace ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'imposer la réalisation d'un diagnostic initial et de l'évaluation simplifiée des risques sur le site du Groupement Pétrolier de STRASBOURG conformément à la circulaire du 3 avril 1996 du Ministère de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du **BAS-RHIN**

ARRÊTE

Article 1 :

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au Gropement Pétrolier de STRASBOURG, dont le siège social est situé Tour Total, 24 Cours Michelet 92800 PUTEAUX, exploitant un dépôt d'hydrocarbures sur le territoire de la commune de STRASBOURG, 24 rue de Rouen.

Article 2 :

Un diagnostic initial et une évaluation simplifiée des risques du site du Groupement Pétrolier de STRASBOURG seront réalisés selon les modalités définies dans le guide méthodologique du Ministère de l'Environnement – BRGM relatif à la gestion des sites (potentiellement) pollués (version 1) élaboré à cet effet.

Article 3 :

Le diagnostic initial, qui comprend une analyse historique du site (localisation des différentes activités et sources potentielles de pollution, produits utilisés, pratiques de gestion environnementale...) et le recueil des données et informations environnementales concernant le site et son voisinage fera l'objet d'un rapport d'étape adressé à l'Inspecteur des installations classées dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Si ces données sont insuffisantes pour réaliser l'évaluation simplifiée des risques, une campagne d'investigations légères basées sur des analyses de sols et de la qualité des eaux souterraines devra compléter les données de l'étude documentaire. La proposition pour cette campagne d'investigations complémentaires sera intégrée dans le rapport d'étape susvisé et soumise à l'avis de l'Inspection des installations classées.

Article 4 :

Les résultats issus du diagnostic initial seront utilisés pour mener l'évaluation simplifiée des risques. Le rapport d'étude final comprendra la définition des suites éventuelles à envisager qui peuvent comprendre la surveillance et à mettre en place, les réhabilitations éventuelles à entreprendre... .

Il sera remis à l'inspection des installations classées dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 5 : FRAIS

Les frais induits pour les études et analyses sont à la charge du Groupement Pétrolier de STRASBOURG.

Article 6 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : EXÉCUTION - AMPLIATION

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
 Le maire de STRASBOURG,
 Les inspecteurs des installations classées de la DRIRE,
 Le Commandant du Groupement de gendarmerie

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée au Groupement Pétrolier de STRASBOURG (G.P.S.).

LE PRÉFET

P. le Préfet

Le Secrétaire Général

MICHEL LAFON



Pour ampliation
 P. le Secrétaire Général,
 l'Agent Administratif,

Catherine MARTIN-RIZZO

Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 précitée)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où elle a été notifiée,
- par les tiers, les communes intéressées ou leurs groupements (...) dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.